

L'élection présidentielle n'est pas finie

Adolphe Mezui

Les experts de l'Union africaine viennent de porter un coup terrible à Ali Bongo. Il ne s'en remettra peut-être pas, car une spirale positive peut naître à partir de ce rapport pour que la vérité ait raison du mensonge. Et l'on sait qu'après l'élection et les magouilles institutionnelles qui ont inversé les résultats de l'élection présidentielle du 27 août dernier, il reste à la diplomatie de jouer son rôle. Mais pas seulement...

Le travail reprend timidement au Gabon et tout semble indiquer qu'après le temps politique, le pays s'engage vers le temps social marqué notamment par la grève à l'Education nationale, la reprise des cours dans les universités et grandes écoles et la crise économique que le chargé de l'Economie du régime antipopulaire, Régis Immongault Tanta-gani, a eu du mal à assumer.

Pourtant, le cycle politique n'est pas achevé, même Ali Bongo sait que les choses peuvent encore



En faisant fuiter délibérément ce pré rapport, l'UA aurait-elle lâché Ali Bongo ?

changer contre son gré. Car, entre-temps, la société civile n'a pas lâché le morceau avec cette affaire qui pend désormais à la Cour pénale internationale contre toute la clique ayant organisé les massacres du 31 août 2016. Et plus encore, bien qu'elle fasse attendre, l'Union

européenne va assommer littéralement Ali Bongo après que les experts de l'Union africaine auront rendu leur rapport en reconnaissant qu'Ali Bongo n'était pas en situation de gagner l'élection présidentielle au regard des procès-verbaux auxquels ils ont eu accès.

D'aucuns ont prétendu que la diplomatie de Jean Ping n'était pas efficace. Ils en voulaient pour preuve le silence de ses soutiens officiels. Car même si Jean-Marie Bockel et Jean-Luc Mélenchon soutiennent la victoire de Ping, ils ne portent pas cependant une

parole institutionnelle au même titre qu'un Manuel Valls, du haut de son titre fragile et éphémère de Premier ministre du gouvernement français. Aussi sympathiques que puissent être leurs soutiens, ils n'engagent ni un Etat ni un organisme international.

C'était une faiblesse dans la diplomatie de Jean Ping, Guy Nzouba Ndama et Casimir Oye Mba. Désormais, cette lacune tend à être levée. D'abord, par l'Union africaine, puis par l'Union européenne et, enfin, les sanctions qui vont tomber contre le régime d'Ali Bongo. Car ces sanctions

feront enfin sortir les Etats de leur silence et contraindront Ali Bongo à n'avoir des relations bilatérales et multilatérales qu'avec des Etats peu recommandables du monde arabo-musulman et probablement de la Corée du Nord. Les perspectives économiques pourront alors s'assombrir, car sans investisseurs internationaux, la relance économique ne sera pas au rendez-vous.

Puisque les perspectives sont négatives pour le régime militaro-constitutionnel de l'enfant-roi, pourquoi s'empresser de dialoguer avec lui ? René Ndemezo'o Obiang, Mike Jocktane et les 0 % font une erreur en acceptant la main courte tendue par Ali Bongo, non seulement parce qu'ils trahissent la volonté populaire pour l'alternance et le plébiscite en faveur de la coalition menée par Jean Ping, mais aussi parce qu'ils font un mauvais calcul politique.

Les semaines à venir s'annoncent cruciales, pourvu que les démocrates tiennent bon, selon un analyste politique de l'Université Omar Bongo, qui ne voit pas Ali Bongo tenir longtemps les manettes du pouvoir. Pour lui, ni le Maroc ni le Rwanda ne sont en mesure de faire le poids lorsque l'Union européenne donnera son rapport. La Russie et la Chine préférant ne pas s'en mêler.

Campagne post-électorale/Attente

De quoi Jean Ping est-il capable ?

A.M

Quand on lui demande sur une chaîne de télévision comment il compte prendre

